

## **Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Affaires économiques, Commerce et Artisanat**

#### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

## **Modalités d'attribution et d'exercice des dérogations à l'heure légale de fermeture pour les débits de boissons et restaurants**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le mois de novembre 2018, la ville de Montpellier, et particulièrement son centre-ville, sont impactés par des manifestations hebdomadaires de gilets jaunes.

C'est pourquoi, un plan d'actions de dynamisation commerciale a été coproduit par l'ensemble des acteurs économiques de Montpellier, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole. Parmi ces actions, un certain nombre d'entre elles visent à venir en aide aux commerces de bouche.

La Ville de Montpellier souhaite aller plus loin, en autorisant tous les débits de boissons et les restaurants, à fermer plus tardivement dix fois par an, en remplacement des cinq soirées tolérées jusqu'à maintenant. Ces dix fermetures tardives permettront d'animer le centre-ville et ainsi attirer plus de clientèle au sein des établissements.

Cependant, ces dérogations ne seront délivrées qu'à condition que les établissements n'aient pas fait l'objet de procédure relevant des troubles à l'ordre public et qu'ils soient à jour de toutes créances.

En complément de la délibération municipale, l'arrêté préfectoral n°2016-I-DEB-I en date du 21 décembre 2016 précise toutes les modalités d'application et d'exercice des dérogations horaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer annuellement et par établissement, dix dérogations horaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191219-113100-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/19  
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.